

## Conseil national – 13 décembre 2014

### Rapport d'Alain Hayot

Cher-e-s camarades,

A la suite du récent congrès du FN à Lyon, *Le Monde* empruntait au discours de clôture de Marine Le Pen le titre de son compte rendu : « La vie politique bat au rythme du FN ». Malheureusement il est de plus en plus difficile de nier cette réalité et désormais le combat contre le FN n'est plus périphérique ni secondaire, il est devenu central en même temps qu'il s'élargit au combat contre l'ensemble d'une droite radicalisée qui connaît un vaste processus de recomposition politique sous influence populiste.

L'entreprise mariniste de « dédramatisation » est en partie réussie et le cordon sanitaire auquel le FN était confronté existe de moins en moins. Nous sommes entrés en quelque sorte dans un processus de normalisation de la présence du FN dans le paysage politique. On l'a vu aux européennes où la liste emmenée par Marine Le Pen arrive en tête avec presque 25 % des voix. L'abstention massive à gauche du fait des politiques d'austérité française et européenne, comme les interrogations sur les questions que pose la place de la France en Europe et de l'Europe dans le monde ont fortement contribué à ce résultat. On l'a vu aussi aux municipales où l'extrême droite et ses alliés réussissent leur implantation dans une quinzaine de villes avec de jeunes maires et une capacité à opérer des alliances locales qui leur a permis d'élire 2 sénateurs.

Le plafond de verre du scrutin majoritaire à 2 tours n'empêchera plus l'élection de nombreux conseillers départementaux bleu marine (les sondeurs parlent de 50 à 80) et les mêmes sondeurs nous prédisent que 2 régions, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont fortement menacées en décembre 2015 de se doter d'un exécutif dominé par le FN.

Enfin, tout se passe comme si on voulait nous persuader que le séisme politique de 2002 pouvait devenir un résultat « normal » en 2017 et que la seule question posée était de savoir qui serait en face de Marine Le Pen au second tour. On le voit, il est désormais urgent de prendre la mesure du problème politique auquel nous sommes confrontés. Et s'il nous faut refuser le mythe médiatique de « l'irrésistible ascension » de Marine Le Pen jusqu'à la magistrature suprême, il nous faut néanmoins, comme le dit le sociologue Jean-Yves Camus, constater que « ce qui était de la science-fiction il y a 10 ans ne l'est plus tout à fait ». Il faut, ajoute-t-il, être ni alarmiste ni incrédule mais prendre acte que la dynamique politique et les possibilités d'élargissement existent de ce côté-là de l'échiquier politique.

Rien n'est fatal, mais tout nous conduit à l'urgence d'une contre-offensive et c'est tout le sens de cette introduction dont l'objectif est de soumettre au débat tout à la fois les pistes de compréhension du phénomène et les chantiers pour le combattre.

Trois parties à ce rapport :

1. De quoi le FN est-il le nom ?
2. De quoi le national-populisme est-il le symptôme ?
3. Comment le combattre et mener la contre-offensive ?

## De quoi le FN est-il le nom ?

En premier lieu de quoi n'est-il pas le nom ? Le FN n'est pas le retour d'une histoire terrible, celle des années 30/40, non pas seulement parce que comme disait Marx l'histoire ne se répète jamais à l'identique, mais parce que « diaboliser » le FN en le renvoyant au fascisme et au nazisme nous conduit à occulter le fait qu'il est le produit des contradictions d'aujourd'hui, qu'il se veut une alternative ici et maintenant à la crise que traverse la France et l'Europe. La diabolisation ça ne marche plus, car les idées lepénistes, surtout depuis l'aggiornamento mariniste, sont une forme de réponse aux interrogations actuelles des Français apeurés par l'ampleur et la durée de la crise, soucieux de leur identité face à une globalisation et une Europe qui leur apparaît brutale, anonyme et uniformisatrice, troublés enfin par l'absence de toute perspective alternative clairement lisible en particulier à gauche.

En second lieu, nous avons trop longtemps défini le FN tel qu'il le souhaitait lui-même, comme hors système et hors du clivage droite/gauche, une sorte de maladie honteuse, dont il fallait parler le moins possible et s'en débarrasser à n'importe quel prix.

Le FN n'est pas hors système : il est le produit de notre société et nous en sommes collectivement responsables. Il n'est pas non plus hors du clivage droite/gauche : il appartient clairement à la droite et à l'extrême droite, tant du point de vue de son inscription dans l'histoire, de la nature de son électorat que du projet politique qu'il porte.

En troisième lieu, cette vision du FN en termes d'extériorité nous a conduits à installer autour de lui un cordon sanitaire, le Front républicain, stratégie d'évitement du problème, qui réunit indifféremment des forces issues de la gauche comme de la droite, sans projet politique autre que la défense d'une République elle-même sans contenu clairement identifié.

Faut-il continuer de défendre un Front républicain vidé de tout sens du fait que les digues entre droite et extrême droite ont sauté et que les politiques menées par la droite comme par l'actuel pouvoir ont la même inspiration, ce que le FN nomme l'UMPS. Ce serait n'avoir comme seul horizon que la défense des politiques libérales et la 5<sup>e</sup> République. Faut-il pour autant en déduire qu'il faut cesser, dans le cadre d'un mode de scrutin à 2 tours, de faire barrage au FN ? Bien évidemment non. Mais il ne faut pas le faire au nom du Front républicain mais au nom du refus de ce que représente le FN qui est aux antipodes de ce que nous sommes.

En vérité la recomposition de la droite se fait sous l'influence du populisme parce qu'il apparaît de plus en plus comme la roue de secours de sa propre crise et le moyen de perpétuer la domination sans partage du capital. Cela fait plusieurs années que la droite, dite républicaine, est le champ-clos d'affrontement de personnes, révélateur de fractures idéologiques balançant entre néolibéralisme et autoritarisme, populisme et ultra conservatisme, comme si se préparait l'éclatement de la droite. Les digues ont sauté localement entre UMP et FN et même entre UDI et FN. Les passerelles sont très nombreuses dans les départements et les villes mais également dans les lieux où se croisent et s'élaborent les projets et les futures alliances : des clubs comme l'UNI ou des magazines comme *Valeurs actuelles*, des rencontres au sein des mouvements sociaux tels la « manif pour tous », les « bonnets rouges » ou encore le mouvement des « pigeons ». La porosité des électorats dans les deux sens est de plus en plus évidente, élections après élections, et toutes les études convergent pour dire qu'1/3 des Français adhèrent aux idées de Marine Le Pen, plus de 60 % de l'électorat de l'UMP souhaitent désormais une alliance avec le FN. Certes, nous n'en sommes encore pas là, mais soyons attentifs au fait que la recomposition politique à droite, tel un train qui en cache un autre, favorise une autre recomposition, celle qui pousse les actuels leaders

socialistes vers l'abandon de toute référence au socialisme et à la gauche au profit d'une force politique centriste, sociale-libérale, démocrate à l'américaine ou à l'italienne.

La dernière fausse bonne idée que je voudrais écarter est celle qui nous a conduits trop longtemps à croire que le vote FN était un simple cri de colère, un vote protestataire contre les « élites », (« la place est bonne »), contre la corruption le (« tous pourris ») ou encore contre l'incapacité de la politique à résoudre leur problème, le (« tous impuissants »). Nous serions encore dans l'idée que le vote FN est un vote passager, alors qu'il est de plus en plus un vote d'adhésion à une vision de la société, à une conception des rapports sociaux. Le projet lepéniste s'est engouffré dans la crise du sens que connaît notre société et les pertes de repères qu'elle provoque et il s'inscrit dans un processus de conquête d'une hégémonie culturelle que l'on a pris l'habitude de nommer la lepénisation des esprits et qui est le préalable à une conquête du pouvoir.

Toutes les études montrent la droitisation des esprits, l'émergence d'un populisme culturel qui est en train de faire de grands dégâts et la progression sensible du sentiment raciste et xénophobe, mais aussi homophobe. Certes, c'est très majoritairement le cas dans l'électorat de droite qui fournit encore le gros des électeurs du FN, mais ne nous le cachons pas, le peuple de gauche n'y est pas insensible. Il subit le poids des idéologies dominantes, y compris dans nos propres rangs, et il n'est pas impossible que l'élargissement électoral du futur FN, quel que soit son nom, se fasse désormais au sein de l'armée des déçus de la gauche.

De quoi le FN est-il donc le nom ? Dans une quinzaine de pays européens, car il ne s'agit pas d'un phénomène franco-français, est en train d'émerger une nouvelle droite réunissant des forces issues d'une droite néo-conservatrice décomplexée et d'une extrême droite néo-populiste tout aussi décomplexée. En Europe, parce que c'est le projet européen ultra libéral, austéritaire et mondialiste qui a servi de déclencheur et qui nourrit plus que jamais ce mouvement. C'est à cette échelle que s'expriment fortement les craintes des Européens sensibles au fait que l'Occident, blanc et chrétien, est en train de perdre sa domination sur le monde. C'est donc d'abord en termes de défense de la « civilisation » contre toutes les « forces du mal » qui nous viennent des « continents », « des religions » et « des races » hier sous tutelle, que ce mouvement s'est construit. Cette convergence se fait autour d'une idéologie que je qualifierai de national-populiste. Celui-ci se pose en alternative au libéralisme mais en aucun cas au capitalisme, car le national-populisme porte lui aussi le projet d'une société marquée par les dominations, les inégalités et toutes les formes d'exclusions.

Au modèle libéral il veut substituer une autre vision du capitalisme, repliée sur les frontières nationales et instaurant la concurrence à cette échelle, promouvant des régimes autoritaires décidé à affronter les nouveaux « barbares » qui menaceraient notre civilisation. C'est dans cette perspective qu'il définit de nouvelles formes de racisme et d'exclusion islamophobe et africanophobe notamment. Sans que l'antisémitisme recule nourrit par des idéologies, Soral-Dieudonné qui ne sont que la face inversée de la même médaille populiste.

Enfin et ce n'est pas le moins important, ce national-populisme prône le retour aux valeurs qu'il estime « naturelles » de la famille traditionnelle de l'autorité, du patriarcat et de la domination masculine. Il rejoint par-là, dans des formes moins violentes, les intégrismes religieux qui caractérisent les populismes prospérant sur d'autres continents.

Le national-populisme provoque un séisme politique tel que le risque est grand de voir s'installer un face à face entre deux pôles politiques réactionnaires le néo-libéralisme d'un côté et le national-populisme de l'autre. Face à face mortifère pour l'avenir si une alternative de gauche ne

parvient pas à se construire en France et en Europe fondée sur le projet d'une nouvelle société d'émancipation humaine.

## **De quoi le national-populisme est-il le symptôme ?**

Revenons à la France et à ces 30 dernières années qui ont vu la montée du lepénisme. Quelles sont les causes de la progression de ses idées, de son influence sur la société et de son inscription durable dans le paysage politique ?

Trois processus me semblent importants à analyser pour mieux le comprendre et le combattre.

### **1) La crise sociale :**

En premier lieu, bien sûr, il faut interroger la crise sociale, son ampleur et sa très longue durée. Un jeune de 25, 30 ans est né dans la crise, l'a toujours connue et tout son comportement est dicté par l'idée qu'elle va durer encore longtemps.

La crise sociale c'est bien sûr le cortège de précarisation généralisée fait de chômage, d'échec scolaire, de ségrégations multiples et variées, d'inégalités face au logement, à la santé, à la culture et au savoir. C'est aussi des divisions fortes entre classes populaires urbaines marginalisées et classes moyennes périurbaines ou néorurales en voie de déclassement et à l'intérieur des classes populaires, entre gens dits « d'origines », et gens dits de « souche ». C'est aussi, dans les entreprises, l'opposition récurrente entre fonctionnaires du public et salariés du privé, la division entre les salariés sous statut et les intérimaires, entre les CDI et les CDD ou encore entre les ouvriers détachés français et les immigrés. Mais la crise sociale c'est surtout un immense processus de désocialisation : affaiblissement des politiques sociales, démantèlements des services publics, déstabilisation de l'ensemble des solidarités que la société française a produit depuis la libération et le CNR.

C'est cela qui provoque les angoisses pour l'avenir avec la hantise du déclassement. S'installe alors un imaginaire de la peur qui suscite des divisions, des replis sur soi, le racisme mais aussi des pertes de repères idéologiques permettant aux idées obscurantistes et rétrogrades de se répandre. Le populisme surfe sur ces peurs et ces divisions pour mieux faire partager ses idées et son projet qui contribuent ainsi à leurs aggravations.

### **2) La crise politique :**

Dans le même temps, la crise politique constitue un processus aggravant la crise sociale. Jamais le rapport au politique n'a été aussi distendu et celui-ci aussi rejeté : la politique est vécue comme n'ayant plus de pouvoir vis-à-vis des oligarchies financières et les politiques apparaissent davantage préoccupés par leurs intérêts propres que par l'intérêt général.

Cette crise n'est pas une simple crise de la représentation mais une crise de l'ensemble du système institutionnel. Elle est à l'origine d'une immense fracture démocratique entre le peuple et les « élites » (élus, médias, experts...) qui pensent et décident à sa place et lui impose des politiques contraires à ses intérêts. Et quand ils expriment un avis, le non au TCE par exemple, il n'en est pas tenu compte, de même que les engagements électoraux ne sont pas tenus. Là encore le FN qui n'a pas été mêlé au pouvoir depuis fort longtemps s'appuie sur cette méfiance et ce rejet pour mieux apparaître comme une force politique neuve et novatrice alors que c'est tout le contraire.

### 3) La crise du sens :

Enfin notre société, comme l'a affirmé notre dernier congrès, ne subit pas seulement une crise économique, sociale et institutionnelle. C'est à l'émergence d'une véritable crise du sens que nous sommes en train d'assister. Une crise du sens de l'existence de chacune et chacun d'entre nous face à notre avenir comme à celui de la société à laquelle nous appartenons. Jamais le « no futur » n'a été autant partagé. Mais cette crise du sens prend toute sa dimension politique parce qu'elle ne trouve pas seulement ses origines dans la crise économique mais aussi dans la crise des modèles politiques émancipateurs, réformistes ou révolutionnaires, qui ont marqué l'histoire de la gauche française. Leur capacité à comprendre le monde et à le transformer, l'idée même qu'ils peuvent contribuer à changer la vie sont sérieusement mis en cause. Face au rouleau compresseur du capitalisme mondialisé, financiarisé et productiviste qui aliène la condition humaine, la nature et la culture, le ralliement d'une part importante de la gauche aux thèses libérales et la non visibilité toujours à gauche d'un nouveau récit émancipateur, d'une nouvelle perspective alternative, voire tout simplement d'un espoir de changement constitue la raison fondamentale de la montée du populisme. Celui-ci s'est engouffré dans cette crise du sens et dans le déficit de perspective à gauche. Il se pose ainsi en alternative et prône à sa manière le retour de la politique et des valeurs, celles de la droite la plus réactionnaire.

Pour cela il s'inscrit dans l'air du temps qui valorise le passé, s'inquiète de toutes formes de diversité culturelle, de toute avancée novatrice. Cet air du temps médiatise quotidiennement Eric Zemmour, élit Alain Fiekeltaut à l'Académie française, se bat contre le mariage pour tous, l'égalité femmes/hommes à l'école et dans la société, refuse le droit de vote des étrangers. Dans ce contexte, la crise de la gauche est en effet au cœur de la contradiction que nous subissons.

C'est en effet l'absence d'une alternative de gauche clairement identifiée qui permet la mise en place de ce face à face mortifère entre libéralisme et populisme. C'est ce que nous nous attachons à faire avec le Front de gauche et notre ambition de construire un large rassemblement à gauche.

## Comment combattre le FN ?

La contre-offensive contre l'extrême droite suppose donc d'ouvrir plusieurs chantiers et de les mener avec constance, détermination et courage politique. En préalable, il nous faut déconstruire le discours populiste et le combattre avec l'ambition de reconstruire une hégémonie culturelle fondée sur des idées, des valeurs et des propositions novatrices et émancipatrices.

Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples :

- Le FN fait de la priorité nationale un point nodal et transversal de sa doctrine. Elle doit être combattue dans ses 2 dimensions. Celle de la nation qui n'est pas ce concept figé à l'origine d'une identité homogène et d'une « souche » unique. La nation est une réalité historique contradictoire, traversée par des luttes de classes, des débats idéologiques et politiques, des mouvements migratoires et la diversité culturelle. La France de Marine Le Pen n'est pas la nôtre et il est temps de le dire. Celle de l'immigration : non les immigrés ne sont pas des auteurs de crises. C'est l'inverse. Ils ont pris leur part de notre développement et ils ne représentent pas un coût mais une richesse. Il est remarquable de constater que la crise frappe en Europe indifféremment, des pays à forte immigration et

d'autres qui en ont peu accueilli. La France et la Grèce par exemple. La cause de la crise n'est donc pas l'immigration mais la finance qui impose des politiques d'austérité et de régression sociale afin de préserver ses profits et la domination du capital. Là aussi il est grand temps de le dire.

- Le FN prétend défendre le social contre la lutte de classes ? Mais comment peut-on défendre le peuple quand on le divise, quand on oppose les catégories populaires entre elles. En réalité le FN ne défend pas le peuple, il l'incite à déplacer son regard : l'ennemi pour lui ce n'est pas le patron, c'est l'étranger, le jeune, le voisin, le plus petit que soi prétendument assisté.
- Le FN prétend défendre la République et la laïcité contre l'Islam et les musulmans : c'est un véritable détournement de leur sens profond. L'une comme l'autre sont fondés sur les concepts clés de la Révolution française : la liberté de chacune et chacun de vivre sa vie selon ses idées et ses convictions ; l'égalité de chacune et chacun devant la loi quelle que soit son origine ou sa condition ; la fraternité humaine, source de la vie commune et du pacte social et républicain qui nous lie. Il est temps de le dire à tous.
- Le FN prône le sécuritarisme, mais c'est une idéologie autoritaire et une vision guerrière de la société où chaque individu est l'ennemi de l'autre et ne peut compter que sur lui pour se défendre. C'est le contraire de la République. Veut-on des Fergusson partout ? Il est temps de le dire.
- Enfin, Marine Le Pen se prétend antimondialiste et antilibérale, mais elle n'est pas anticapitaliste pour autant. Elle reste profondément attachée à une économie fondée sur l'action individuelle et entrepreneuriale. Son anti-fiscalisme et son amour soudain du « social » ne l'amènent pas à s'opposer à l'austérité et la flexibilité tant exigées par le patronat pour cause de coût du travail prétendument trop élevé. Enfin, la maîtrise de la dette publique est au cœur de son projet. Ce qui la différencie c'est sa vision nationaliste du capitalisme. Un capitalisme d'hier avec des frontières, des mesures protectionnistes, une sortie de l'euro.

Cette bataille d'idées, pour être efficace, doit s'incarner dans des combats politiques. Pour cela trois chantiers sont à développer pour mener cette contre-offensive.

1) Le chantier de la solidarité. Il s'agit de renouer les liens de la solidarité, malgré ou plutôt en respectant les différences, et de le faire en repensant les formes de la citoyenneté. Citoyenneté dans le monde du travail où les formes actuelles du capitalisme doivent être combattues sur le terrain politique, en inventant les formes modernes d'une conscience de classe fondée sur une autre vision du travail et des formes nouvelles de son appropriation sociale.

Citoyenneté dans l'espace urbain en luttant à la fois contre l'insécurité sociale et toutes les divisions mais aussi contre l'ethnisation des rapports sociaux, les ségrégations et discriminations que subissent les immigrés. Là aussi, il s'agit de construire une nouvelle forme de conscience de classe pour vivre mieux et autrement. C'est un véritable processus de repolitisation des enjeux de société qu'il nous faut engager partout dans l'entreprise, la cité, l'école et les espaces culturels.

2) Le chantier de la refondation de la République, des formes du pouvoir et de la démocratie. Il s'agit de penser et d'agir pour une 6<sup>e</sup> République, caractérisée par une démocratie directe et participative, une laïcité ouverte pour apprendre à vivre ensemble, une autre conception de la

politique en suscitant dès aujourd'hui une intervention citoyenne du local au global permettant réellement au peuple d'exercer le pouvoir et non de le déléguer.

### 3) Le chantier de la construction citoyenne d'un projet d'une société d'émancipation humaine.

C'est le chantier majeur contre le populisme mais aussi contre le libéralisme et contre toutes les formes de domination et d'aliénation. Le monde a changé, les sociétés se transforment et nous devons éviter de bégayer une histoire qui fut à la fois grande et tragique. C'est en inventant l'avenir avec ceux qui le font et non en défendant un statu quo en crise que nous y parviendrons. De même évitons de croire qu'une simple boîte à outils peut répondre aux immenses questions que posent nos sociétés.

Au face à face mortifère entre le libéralisme et le populisme il nous faut d'urgence inventer un nouveau projet émancipateur. Ce que nous avons appelé un communisme de nouvelle génération doit croiser l'espérance communiste à la justice et au partage, le rêve féministe à l'égalité et à l'épanouissement des droits de chacune et chacun, l'ambition d'un nouveau type de développement humaine, solidaire et durable, l'urgence écologique à faire de la planète notre bien commun, l'aspiration forte chez chaque individu à libérer son rapport au travail, au temps, au savoir comme à sa vie personnelle, l'utopie de la mondialité culturelle pour faire vivre chacune d'entre elles et leur nécessaire relation, enfin l'aspiration citoyenne à décider du local au global.

En guise de conclusion.

Je voudrais m'excuser d'avoir été sans doute un peu long mais il s'agit d'un rapport rentré depuis plus de 10 ans, depuis celui que j'avais prononcé en introduction de la conférence nationale du Parti tenue à l'initiative de Marie-George Buffet à Villepinte le 14 décembre 2002 après le séisme politique du 21 avril de la même année. Son thème était « La crise de la politique, la montée du populisme et de l'extrême droite » et ses travaux sont malheureusement restés longtemps lettre morte.

Puisse le débat que nous allons avoir ce matin fasse que le Parti se mette en position offensive pour construire l'alternative de gauche dont notre pays a besoin afin de repousser la chronique annoncée du partage des eaux glacées du calcul égoïste et des eaux glauques de la barbarie.

En tout cas soyons sûr d'une chose : c'est en éclairant l'avenir que nous nous garderons de l'un comme de l'autre.